

1. Portrait

Population de Sept-Îles

Selon **Statistique Canada**, en 2011, la population de l'agglomération de recensement (AR) de Sept-Îles s'établissait à 28 487 personnes.

Nom de la subdivision de	Population			
recensement (SDR)	2011	2006	Variation en %	
<u>Sept-Îles</u>	25 686	25 514	0,7	
Uashat	1 485	1 190	24,8	
Malioténam	1 316	1 123	17,2	

Ville de Sept-Îles

Nombre	2006	2011	Variation
Population	25 514	25 686	0,7%
Ménages	11 000	11 220	2,0%
Familles	7 510	7 590	1,1%
Sans enfants	3 155	3 380	7,1%
Avec enfants	4 340	4 210	-3,0%
Familles monoparentales	1 240	1 230	-0,8%
Personnes vivant seules Sources: Statistique Canada, Recensements 2006 et 2011 et Institut de la	3 250 statistique du Québec	3 425	5,4%

Revenu

- Les familles monoparentales vivent dans une plus grande précarité et pauvreté économique que les autres groupes. À Sept-Rivières, elles représentent 31,3% de la population.
- Le second groupe le plus pauvre est celui des personnes seules, qui représente 22,7% de la population et qui vivent plus précisément dans les centre urbains ou les territoires qui leurs sont périphériques.
- En 2010, 13,3 % du revenu total de la population de 15 ans et plus de S-l provenait de transferts gouvernementaux.
- En 2010, le taux de faible revenu, selon la mesure de faible revenu après impôt, s'établissait à 12,1 % à Sept-Îles comparativement à 6,9 % en 2006.

- Selon l'ISQ, le taux de faible revenu des familles monoparentales de la MRC de Sept-Rivières en 2011 est de 29,4 %. Cela revient à dire qu'environ 1 famille monoparentale sur 3 est à faible revenu. Le revenu médian après impôt de ces familles est de 15 930 \$.
- Vivre dans conditions matérielles de faible revenu sur la Côte-Nord veut dire vivre avec des écarts de revenus importants par rapport à la moyenne des revenus médians.

Scolarité

➤ Selon le Comité RAP Côte-Nord le taux de diplomation pour la cohorte de finissants au niveau secondaire de l'année 2010 sur la Côte-Nord est de 65,8%.

Prestataires d'aide financière de dernier recours

Selon l'Institut de la statistique du Québec :

- **79** % des prestataires ont des **contraintes sévères** à l'emploi donc considérés inaptes au travail (59% pour l'ensemble du Québec)
- Selon **Emploi-Québec,** les statistiques des prestataires d'aide financière de derniers recours pour la ville de Sept-Îles uniquement sont les suivantes :

Code de programme	Description	%	
CSE	Contraintes sévères	42,9%	
CTE	Contraintes temporaires	26,7%	
SAN	Sans contrainte	30,4%	

Chômage

• Selon **Développement économique Canada**, le taux de chômage de Sept-Rivières en 2007 était de 6,7 % (Côte-Nord 8,2 %).

Taux d'activité, d'emploi et de chômage

Côte-Nord et Nord-du-Québec	1 ^{er} trim. 2012	2 ^e trim. 2012	3 ^e trim. 2012	4 ^e trim. 2012	1 ^{er} trim. 2013	Variation 2013/2012
Taux d'activité	59,1	62,7	61,8	60,3	59,5	0,4
Taux d'emploi	53,8	57,9	57,1	56,5	55,9	2,1
Taux de chômage	8,8	7,6	7,7	6,3	6,0	-2,8

Logement

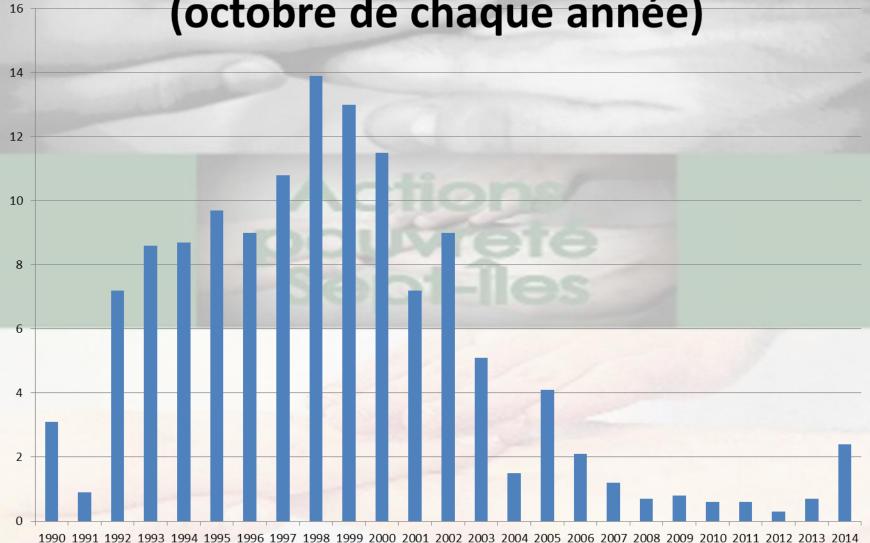
Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) :

- En 2012, Sept-Îles a vu son taux de logements inoccupés chuter à 0,2 %. L'offre tombe à 0 % en ce qui a trait aux grands logements familiaux de trois chambres à coucher et plus. (La norme provinciale est un taux d'inoccupation de 3 % pour bénéficier d'un certain choix.)
- La crise du logement qui a frappé la Côte-Nord a une cause commune : le développement minier effréné, sans préoccupations sociales, alimenté par le Plan Nord de l'ex-gouvernement libéral de Jean Charest. Un tel développement repose en grande partie sur un phénomène baptisé « fly in and fly out », c'est-à-dire sur le recours à une main d'œuvre, venue de l'extérieur de la région et qui la quitte dès qu'elle peut. Ces personnes parviennent toujours à se loger, mais ce n'est pas le cas pour celles à plus faible revenu. Non seulement les loyers sont-ils trop chers quand elles sont à la recherche de logements, mais elles doivent plus souvent qu'autrement vivre de la discrimination. De plus, la pénurie entraîne une hausse générale du coût des loyers.

- Juste pour la ville de Sept-Îles, le nombre de logements privés occupés par des résidents habituels est passé de 11 006 en 2006 à 11 221 en 2011, soit une augmentation d'à peine 2%.
- Près de 35 % des ménages de Sept-Îles sont locataires de leur logement.
- Le nombre d'appartements est passé de 2 602 en 2009 à 2 612 en 2014.
- Selon la SCHL, 134 appartements ont été mis en chantiers de 2009 à 2014.

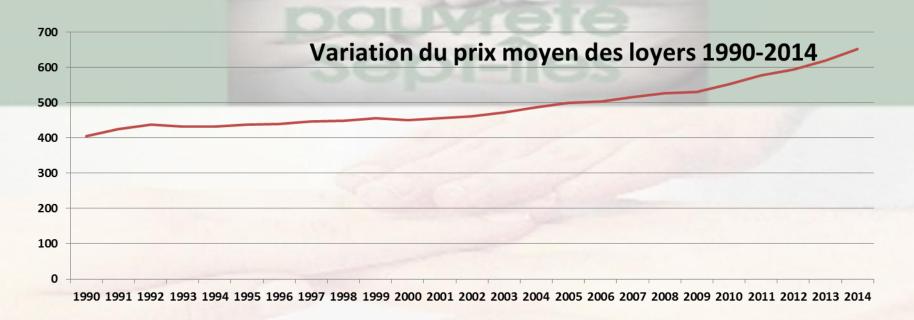
- En 2014, le taux d'inoccupation était de:
 - 6,3 % pour les studios,
 - 3,1 % pour les appartements à 1 chambre,
 - 1,6 % pour ceux à 2 chambres et
 - 1,9% pour ceux à 3 chambres pour un taux moyen de 2,4 %.
- Le taux d'inoccupation est de:
 - 2,2 % pour les loyers de moins de 750 \$,
 - 2,9 % pour les loyers de 750\$ à 999\$ et de
 - 7,6 % pour les loyers de 1 000\$ à 1 249 \$.

Taux d'inoccupation (octobre de chaque année)



❖ À Sept-Îles en 2010-2011, environ 15 % des ménages propriétaires et locataires dans des logements privés, non agricoles et hors réserve, consacraient 30 % ou plus du revenu total du ménage aux coûts d'habitations :

- √ 8,2 % des propriétaires
 - √ 27,0 % des locataires.



• L'augmentation des prix des loyers a été plus marquée pour les studios dont le loyer a cru de:

46,8% de 2004 à 2014,

30,4 % pour les appartements à 1 chambre,

33,0 % pour ceux à 2 chambres et de

34,1 % pour ceux à 3 chambres pour une

augmentation moyenne de 33,9 %.

Pour ce qui est du marché résidentiel, le prix de vente moyen des maisons est passé 148 751 \$ en 2008 à 231 653 \$ en 2012 (+56%). Depuis, le prix moyen de vente baisse légèrement : 228 967 \$ au 3^e trimestre de 2014. Le marché est passé à un « marché d'acheteur »

Sécurité alimentaire

- Statistique de la soupe populaire du **Centre d'intervention Le Rond-Point**
- Statistiques du Comptoir alimentaire de Sept-Îles (CASI) au niveau des paniers de dépannage servis

Nombre de paniers de dépannage par année :

Année 2010-2011 : 859 dépannages

Année 2011-2012 : 944 dépannages

Année 2012-2013 : 1106 dépannages

• La clientèle ayant connu la **plus grande augmentation** de la fréquence du CASI est tout d'abord les **personnes seules** et s'ensuit les **couples avec enfants** (2011-2012 : 74 dépannages et en 2012-2013 : 109 dépannages)

Constats

- Écart de plus en plus grand entre pauvre et riche.
- La pauvreté est marginalisée.
- Les problèmes de pauvreté: itinérance, violence entre les jeunes, criminalité.
- La détresse des jeunes sans avenir d'emploi parce que peu scolarisés.
- La détresse des personnes seules.
- Les problèmes de sécurité alimentaire et la difficulté de combler les besoins essentiels.
- La pauvreté sociale et culturelle : compétences et habilités sociales vs accès emploi.

- Une montée des personnes sans refuge et de l'errance urbaine : urgence sociale.
- La montée de la détresse, santé mentale et toxicomanie.
- La judiciarisation et l'incarcération comme facteur d'exclusion et marginalité récurrente, mais aussi comme un mode de vie : source de répit de la pauvreté.
- Le nomadisme obligé sur le territoire entraine la pauvreté sociale et matérielle : l'illusion de Sept-Îles.
- Exode des jeunes : problème d'errance, de décrochage social.
- Exode des ainés : isolement, détresse, logement.
- Les problèmes de pauvreté des communautés autochtones : un sujet tabou.
- Double discrimination des communautés autochtones (23 % des usagers du refuge).

<u>Historique</u>

- 2007 --- Deux dirigeants d'organismes se concertent afin de maximiser le peu d'investissement mis de l'avant pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale à travers le programme sécurité alimentaire.
- 2008 --- D'autres partenaires du communautaire ainsi que l'organisateur communautaire du temps se joignent à eux et fondent le projet «Mains à la Pâte».
- 2009 --- En simultanée, constatant une pression sur la demande de logements défavorable aux personnes à faible revenu ou avec un statu différent, un comité de travail appelé «Occupation quadruple» est né.

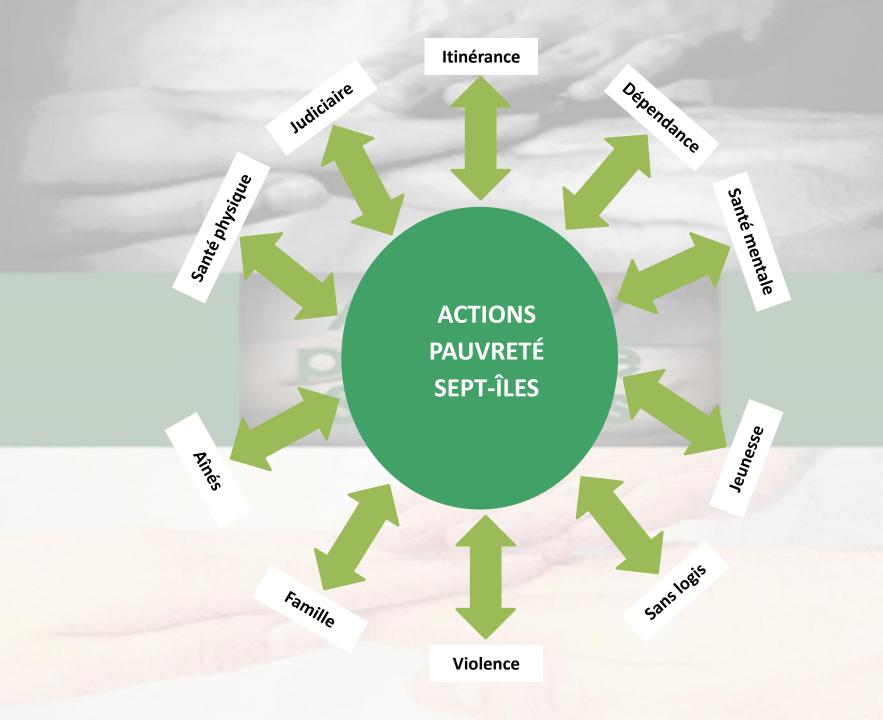
- 2010 --- Après 18 mois d'existence de «Mains à la Pâte», une bonne évaluation et une volonté de plus en plus grande de la part du milieu de s'impliquer au sein de ce mouvement de lutte contre la pauvreté, une «Table de concertation» est née.
- 2010 --- Cette «Table de concertation» est devenue: APSI
 «Actions pauvreté Sept-Îles»

Buts:

- 1. Sensibiliser la population et ses décideurs aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
- 2. Mobiliser et concerter les organisations pour trouver des solutions concrètes pour venir en aide aux démunis.
- 3. Défendre les droits des personnes démunies vivant de l'exclusion sociale.

18

- **2012** --- Actions pauvreté Sept-Îles s'incorpore et devient un organisme communautaire.
 - --- Un plan d'actions est élaboré et conçu pour être bonifié et évolutif.
 - --- Quatre comités sont inclus et travaillent de façon concertée et inter-reliée
 - a) Occupation quadruple
 - b) Alimentation/nutrition
 - c) Réussite éducative
 - d) Intégration sociale
- 2013 --- Actions pauvreté Sept-Îles devient membre de différents regroupements tels que le FRAPRU, le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Réseau Solidarité Itinérance Québec.



Membership

Son membership est composé de:

- > Organismes communautaires
- > Organisations de la santé et des services sociaux
- Organisations de l'éducation
- > Organisations de la solidarité sociale
- > Administration municipale
- Élus municipaux, provincial et fédéral
- > Entreprises
- Organisations autochtones

Quels sont nos actions?

✓ Apprenons à répéter les bons coups

✓ Apprenons à les partager, ces bons coups

√ Répétons les occasions de se concerter

✓ Exprimons nos besoins solidairement à nos instances et décideurs politiques tant au niveau municipal, national que fédéral.

Conclusion et citation

«Je continue de croire qu'il est possible de réussir si nous nous entêtons à mettre la personne, dans le besoin, au centre de nos discussions.»

Doris